

DECLARATION DE CONFIDENTIALITE

de **Partenaire contractuel**
(ci-après «l'entreprise»)

envers **les Chemins de fer fédéraux suisses CFF**
société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

(ci-après «CFF SA»)
(ci-après ensemble «les parties»)

concernant Désignation de l'appel d'offres

1. Objet

Dans le cadre de Désignation de l'appel d'offres (ci-après «le projet»), CFF SA ou les sociétés de son groupe mettent des informations à la disposition de l'entreprise ou des sociétés qui lui sont affiliées. Le présent accord définit les informations confidentielles liées au projet et la manière de les traiter.

2. Informations confidentielles

Sont réputées «informations confidentielles» toutes les informations liées au projet que les CFF SA ou l'une des sociétés de son groupe ont rendues ou rendront sous forme écrite, orale ou autre accessibles à l'entreprise ou ses sociétés affiliées, indépendamment du fait qu'elles soient qualifiées de confidentielles, secrètes ou autre. Ce terme recouvre également les informations obtenues fortuitement.

Sont en outre considérées comme confidentielles toutes les informations élaborées ou établies sous quelque forme que ce soit par les parties, ensemble ou isolément, en lien avec le projet.

Sont réputées non confidentielles les informations

- rendues publiques ou librement accessibles;
- qui, au moment de leur divulgation, se trouvent déjà en la possession de l'entreprise;

- qui peuvent être portées à la connaissance de tiers par l'entreprise sans qu'il y ait violation de l'obligation de confidentialité;
- qui doivent être divulguées en raison d'obligations légales de l'entreprise.

Par société du groupe, on entend une société qui, directement ou indirectement, est contrôlée par une partie selon les parts au capital et les droits de vote, ou une société qui elle-même contrôle directement ou indirectement une partie.

3. Traitement des informations confidentielles

L'entreprise s'engage à ne pas divulguer d'informations confidentielles, excepté à ses propres organes, employés, représentants et auxiliaires, p. ex. conseillers externes qu'elle a mandatés, ainsi qu'aux sociétés de son groupe, dans la mesure où ces personnes ont besoin de connaître ces informations confidentielles dans le cadre du projet (ci-après «personnes autorisées»). En outre, l'entreprise est autorisée à communiquer les informations confidentielles si CFF SA lui a remis un accord écrit au préalable.

La communication concertée d'informations confidentielles aux autorités est permise, dans la mesure où le déroulement du projet l'exige. Si une mesure juridictionnelle ou une obligation légale contraignent l'entreprise à communiquer des informations confidentielles, celle-ci est tenue d'en informer CFF SA par écrit et en temps voulu.

L'entreprise s'engage à traiter scrupuleusement les informations confidentielles. Elle est tenue notamment de ne réaliser de copies que dans la mesure où celles-ci sont nécessaires au projet. Elle doit en outre obliger les personnes autorisées à prendre toutes les mesures requises pour assurer la confidentialité et le secret de ces informations. Envers CFF SA, l'entreprise demeure la seule responsable du respect des obligations indiquées dans le présent contrat.

L'entreprise ne peut contacter CFF SA que par l'intermédiaire de l'interlocuteur désigné par cette dernière.

4. Interdiction de réutilisation, restitution et radiation

L'entreprise est autorisée à utiliser les informations confidentielles exclusivement dans le cadre du projet. Leur utilisation à des fins privées ou étrangères au projet est interdite.

Si elle ne remporte pas le marché ou à la première demande de CFF SA, l'entreprise restituera ou détruira les informations confidentielles (y compris copies sur papier ou enregistrées sur supports de données et traductions de CFF SA), dans la mesure où les informations confidentielles sont encore en sa possession ou sous son contrôle. Sur injonction de CFF SA, l'entreprise doit confirmer par écrit la destruction des supports d'informations. Les obligations légales d'information demeurent réservées.

5. Entrée en vigueur et validité

Une fois signée, la présente déclaration de confidentialité entre en vigueur pour une durée indéterminée.

6. Droits de propriété

Les documents et les supports de données contenant des informations confidentielles ainsi que les droits de la propriété intellectuelle dont ceux-ci font l'objet sont la propriété exclusive de CFF SA.

7. Réserve de conclusion du contrat, garantie d'exactitude des informations

L'échange d'informations confidentielles ne constitue pas un contrat de fourniture de prestations. Un contrat n'est valable que s'il est signé à la main ou rédigé selon les exigences de forme écrite désignées par la loi comme suffisantes.

CFF SA ne garantit ni l'exhaustivité ni l'exactitude des informations confidentielles, sauf convention contraire des parties conformément au paragraphe précédent.

8. Peine conventionnelle

Si l'entreprise enfreint une des dispositions de l'accord, elle doit s'acquitter auprès de CFF SA d'une peine conventionnelle de CHF 50 000.- par cas, exigible immédiatement. Si l'infraction se prolonge, la peine conventionnelle est intégralement due pour chaque mois entamé. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas du respect de l'obligation de confidentialité. Des demandes de dommages-intérêts plus étendues demeurent réservées.

9. Droit applicable et for

Le présent accord est soumis au droit suisse. Le for exclusif est Berne/Bâle/Lausanne/Bellinzone.

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction